

Depuis une quinzaine d'années, dans le sillage des plans d'ajustement structurel et de la décentralisation, l'affirmation du local s'est imposée par le haut sous la forme d'une prescription internationale et, par le bas, à partir d'initiatives associatives ou privées, ou de revendications à l'échelle des quartiers et des villes.



Développement local urbain

Par Claude de Miras, IRD

La nouvelle problématique du développement local urbain considère les métropoles du Sud comme les lieux denses et contrastées, où coexistent une pauvreté majoritaire et des avantages comparatifs spécifiques (effets d'agglomération positifs). Ces derniers sont intrinsèquement liés à la densité et à la proximité, à la fluidité et à la multiplication des transactions marchandes mais aussi des échanges non marchands – culturels, informationnels –, porteurs d'innovations de tous ordres. Dans tous les cas, l'appel au local et la mobilisation des initiatives et des ressources territoriales sont recherchées pour contribuer à un développement urbain qui se veut durable. En matière de services publics urbains – secteurs stratégiques autant pour les populations que pour les entreprises – de nouvelles solutions sont explorées dans la concertation. À cet égard, l'Afrique de l'Ouest, dans un contexte de démocratie locale et d'émergence de nouveaux édiles municipaux, est actuellement un remarquable chantier où foisonnent de multiples initiatives entre marché et État. Par exemple, en matière de distribution d'eau, d'assainissement ou de gestion des déchets, les organisations non gouvernementales nationales et internationales, les associations de quartiers, la synergie entre services de l'État et services municipaux, le soutien des institutions internationale à travers la création d'agences (de travaux publics, de politique environnementales, d'aide à la municipalisation), l'appel aux firmes privées internationales (par délégation de service public ou plus rarement à

travers le système de Build Operate Transfer) et enfin la coopération décentralisée concourent à répondre, encore très partiellement, à des besoins immenses et à faire émerger les « bonnes pratiques ». Mais cette transformation considérable du développement, appuyé sur un pouvoir urbain à la fois représentatif, participatif et agissant à plusieurs échelles, fait face à deux défis majeurs.

- Trouver les capacités de financement pour combler les déficits d'infrastructures urbaines accumulés et subvenir aux besoins actuels et futurs (des évaluations font état d'une multiplication par 7 de l'investissement par habitant pour amener la situation des villes à un standard moyen d'infrastructure). Quels moyens mobiliser pour couvrir ces dépenses publiques : valeur ajoutée locale, fiscalité, prêts internationaux ? Mais, dans une logique de marché, sera-t-il possible d'attirer les flux de capitaux vers ces secteurs sociaux ? Ou bien faut-il compter, à l'échelle internationale, sur l'aide publique au développement à croissance faible ou sur la coopération décentralisée généreuse mais globalement modeste ?
- Coordonner les multiples interventions d'acteurs locaux, nationaux et internationaux – aux capacités financières ou techniques inégales – et celle d'une nécessaire péréquation nationale au sein de cette mosaïque des territoires. Comment sera identifié et contenu le risque de fragmentation que pourrait imposer la tentation d'une prééminence absolue et concurrentielle du local ? Comment se réali-

sera l'intermédiation entre un local en construction et la puissance économique et institutionnelle du *global*, qu'il soit multinational privé ou multilatéral public ? L'observation longue que pratique la recherche et les éclairages localisés que peut livrer l'expertise doivent accompa-

gner cette *grande transformation* du développement pour en suivre et tracer les nouvelles trajectoires.

Contact
demiras@newsup.univ-mrs.fr